

taclés à vaincre ! Espérons que la patience et la fermeté ne leur manqueront pas plus aujourd'hui qu'elles ne leur ont fait défaut au jour des épreuves passées. Si la nationalité canadienne venait à disparaître, ce serait un immense malheur, car le dernier rejeton de la famille française en Amérique serait étouffé avec elle.

Après tout, la presse américaine ne devrait pas prendre les choses sur un pareil ton de mépris pour un peuple qui lui a fourni peut-être ses meilleurs soldats, durant la dernière guerre, et qui lui a payé avec son sang noble, le bénéfice de son voisinage. Que le *Post* compare les deux peuples, et il verra certainement que si l'un surpasse l'autre en industrie, il le surpasse également en vices et en immoralités. C'est toujours l'histoire de la poutre, aussi vieille que le monde, et qui ne périra qu'avec le monde.

A part ce petit démêlé avec la presse des Etats-Unis, nous n'avons qu'à la féliciter de la manière calme et modérée de ses conseils aux chefs qui ont entre leurs mains ses immortelles destinées. Cette modération dans la victoire, ce calme dans le règlement des graves questions qui avaient mis les armes aux bras de huit millions d'hommes, se rencontrent rarement et méritent de fixer l'attention de l'histoire.

M. Johnson, comme nous le prévoyions, a décidé ment rompu avec les radicaux ou républicains avancés, dont le programme était l'affranchissement immédiat, à tout prix, de la race noire, en lui accordant des droits qui auraient jeté la valeureuse nation du Sud dans les fers. Le désappointement a été grand sur toute la ligne. Le silence des républicains a été éloquent : mais enfin ils ont retrouvé leur vieille bonne humeur, comme au temps de M. Lincoln, et plutôt que de sacrifier aux démocrates les riches dépouilles du pouvoir et des places, ils ont préféré laisser M. Johnson faire à sa guise. Les diverses conventions républicaines qui ont présentement lieu dans toute l'Union pour le choix des officiers publics ne diffèrent pas essentiellement des conventions démocratiques. Elles approuvent les vues de M. Johnson, à l'égard des individus dernièrement en rébellion, qui comptent la perpétuation de l'Union et la prohibition de l'esclavage comme les résultats irrévocables de la presse. Elles approuvent les démarches préliminaires pour relâcher les liens de l'autorité militaire dans les Etats du Sud, et pour rendre à leurs citoyens le contrôle complet de leurs affaires locales, aussitôt que la chose sera compatible avec le maintien de l'ordre, de la paix et de l'abolition de l'esclavage, et que l'autorité nationale aura rem-

pli ses obligations constitutionnelles. Le rétablissement de la paix permettra de même au gouvernement de rendre aux tribunaux civils du pays leur juste et naturelle suprématie. Le scandale des Commissions militaires ne se renouvellera plus à l'avenir. Là-dessus, il n'y a qu'un sentiment partagé par les deux partis. Il en est à peu près de même de la politique étrangère. Nous avons confiance, dit la convention républicaine de Syracuse, dans la direction donnée par le Président Johnson à nos relations extérieures, dans sa sollicitude pour qu'on fasse droit à nos justes demandes et qu'on répare les insultes et les griefs dont nous pouvons avoir à nous plaindre. Nous pensons qu'il maintiendra la politique traditionnelle de notre gouvernement qui regarde l'intervention des puissances étrangères dans les institutions du continent comme hostile à notre repos et menaçante pour notre indépendance.

Tel est à peu près le langage des deux factions qui divisent les Etats-Unis. Mais le Président Johnson semble décidé à ne pas plus tenir compte de leur unanimité sur ce point que de leurs dissidences sur d'autres points non moins intéressants. Ces menaces, selon toute probabilité, s'adressent à Maximilien, et, par ricochet à Napoléon III. Or, si, le quatre du mois prochain, M. Johnson reconnaît, suivant la croyance générale, l'empire mexicain, que diront les démocrates et les républicains ? Ils approuveront. Car il nous est difficile de croire à la bonne foi d'hommes qui, il y a deux mois, disaient et écrivaient à peu près le contraire de ce qu'ils disent et écrivent aujourd'hui, et qui, après avoir demandé toutes les rigueurs de la loi contre les vaincus, approuvent toutes les grâces.

Du reste, que fait à Maximilien la reconnaissance des Etats-Unis ? L'épée qui a été assez puissante pour fonder dans ces contrées lointaines un empire puissant, ne pourra-t-elle point le soutenir au besoin ? Qu'ont de commun la doctrine Monroe et un trône dans l'ancien royaume de Montézuma ? En quoi une couronne nuira-t-elle plus à l'indépendance des Etats-Unis que l'ancienne chaire présidentielle de Juarez ? L'empire existe au Brésil ; a-t-on jamais songé à coiffer le gouvernement constitutionnel de don Pedro du bonnet phrygien, pour la satisfaction de la doctrine Monroe ? Non, évidemment. Et c'est aujourd'hui, au lendemain d'une guerre désastreuse, quand Juarez est sans patrie comme sans autorité, vagabond et vivant de rapines, lui et ses partisans, que le gouvernement de Washington se lancerait dans les hazards d'une campagne et contre le Mexique et contre la France ! Encore une fois, non : le peuple américain a